ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 20 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1974	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 256

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 53

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ρώμῃ τὴν 4ην Νοεμβρίου 1950 ὑπογραφείσης Συμβάσεως «διὰ τὴν προάσπισιν τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου καὶ τῶν θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν», ὡς καὶ τοῦ Προσθέτου εἰς αὐτὴν Πρωτοκόλλου τῶν Παρισίων τῆς 20ῆς Μαρτίου 1952.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Ρώμῃ τὴν 4ην Νοεμβρίου 1950 ὑπογραφεῖσα ὑπὸ τὴν αἰγίδα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης Σύμβασις «διὰ τὴν προάσπισιν τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου καὶ τῶν θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν», ὡς καὶ τὸ Πρόσθετον εἰς αὐτὴν Πρωτόκολλον τῶν Παρισίων τῆς 20ῆς Μαρτίου 1952.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ ὡς ἄνω Πρωτοκόλλου διατυποῦται, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 64 τῆς Συμβάσεως τῆς Ρώμης, ἡ ἀκόλουθος ἐπιφύλαξις : Ἡ εἰς τὸ τέλος τῆς δευτέρας παραγράφου τοῦ ἄρθρου τούτου λέξις «φιλοσοφικάς» θὰ ἔχῃ ἐφαρμογὴν συμφώνως πρὸς τὰ ἐν Ἑλλάδι σχετικῶς ἰσχύοντα.

Τὰ κείμενα τῶν ὡς ἄνω διεθνῶν Πράξεων ἕπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν :

CONVENTION
de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,

Considérant la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, proclamée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 10 décembre 1948;

Considérant que cette Déclaration tend à assurer la reconnaissance et l'application universelles et effectives des droits qui y sont énoncés;

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres, et que l'un des moyens d'atteindre ce but est la sauvegarde et le développement des Droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Réaffirmant leur profond attachement à ces libertés fondamentales qui constituent les assises mêmes de la justice et de la paix dans le monde et maintien repose essentiellement sur un régime politique véritablement démocratique, d'une part, et, d'autre part, sur une conception commune et un commun respect des Droits de l'homme dont ils se réclament;

Résolus, en tant que gouvernements d'États européens animés d'un même esprit et possédant un patrimoine commun d'idéal et de tradition politiques, de respect de la liberté et de prééminence du droit, à prendre les premières mesures propres à assurer la garantie collective de certains des droits énoncés dans la Déclaration Universelle;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent à toute personne relevant de leur juridiction les droits et libertés définis au Titre I de la présente Convention.

TITRE I

Article 2

1. Le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi. La mort ne peut être infligée à quiconque intentionnellement, sauf en exécution d'une sentence capitale prononcée par un tribunal au cas où le délit est puni de cette peine par la loi.

2. La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire:

a) pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale;

b) pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue;

c) pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection.

Article 3

Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Article 4

1. Nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude.

2. Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire.

3. N'est pas considéré comme «travail forcé ou obligatoire» au sens du présent article:

a) tout travail requis normalement d'une personne soumise à la détention dans les conditions prévues par l'article 5 de la présente Convention, ou durant sa mise en liberté conditionnelle;

b) tout service de caractère militaire ou, dans le cas d'objecteurs de consience dans les pays où l'objection de conscience est reconnue comme légitime, à un autre service à la place du service militaire obligatoire;

c) tout service requis dans le cas de crises ou de calamités qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté;

d) tout travail ou service formant partie des obligations civiques normales.

Article 5

1. Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales:

a) s'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent;

b) s'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour insoumission à une ordonnance rendue, conformément à la loi, par un tribunal ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi;

c) s'il a été arrêté et détenu en vue d'être conduit devant l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis une infraction ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commetre une infraction ou de s'enfuir après l'accomplissement de celleci;

d) s'il s'agit de la détention régulière d'un mineur, décidée pour son éducation surveillée ou de sa détention régulière, afin de la traduire devant l'aurtorité compétente;

e) S' il s' agit de la détention régulière d' une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d' un aliéné, d' un alccolique, d' un toxicomane ou d' un vagabond;

f) S'il agit de l' arrestation ou de la détention régulières d' une personne pour l' empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d' expulsion ou d' extradition est en cours.

2. Toute personne arrêtée doit être informée, dans le plus court délai et dans une langue qu' elle comprend, des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre elle.

3. Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1 c) du présent article, doit être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires et a le droit d' être jugée dans un délai raisonable, ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l' intéressé à l' audience.

4. Toute personne privée de sa libetré par arrestation ou détention a le droit d' introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

5. Toute personne victime d' une arrestation ou d' une détention dans des conditions contraires aux dispositions de cet article a droit à réparation.

Article 6

1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, pupliquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l' accès de la salle d' audience peut être intendit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l' intérêt de la moralité, de l'ordre puclic ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l' exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte intérêts de la justice.

2. Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légament établie.

3. Tout accusé a droit notamment à:

a) être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui;

b) disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense;

c) se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent;

d) interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;

e) se faire assister gratuitement d'un interprète, s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience.

Article 7

1. Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou international. De même il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise.

2. Le présent article ne portera pas atteinte au jugement et à la punition d'une personne coupable d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle a été commise, était criminelle d'après les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées.

Article 8

1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une siociété démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l' ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

Article 9

1. Toute personne a droit à la liberté de pensés, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

2. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

Article 10

1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.

2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions, prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité ou l'impartialité du pouvoir judiciaire.

Article 11

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'Etat.

Article 12

A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme ont le droit de se marier et de fonder une famille selon les lois nationales régissant l'exercice de ce droit.

Article 13

Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

Article 14

La jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l' origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

Article 15

1. En cas de guerre ou en cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation, toute Haute Partie Contractante peut prendre des mesures dérogeant aux obligations prévues par la présente Convention, dans la stricte mesure où la situation l'exige et à la condition que ces mesures ne soient pas en contradiction avec les autres obligations découlant du droit international.

2. La disposition précédente n'autorise aucune dérogation à l'article 2, sauf pour le cas de décs résultant d'actes licites de guerre, et aux articles 3, 4 (paragraphe 1) et 7.

3. Toute Haute Partie Contractante qui exerce ce droit de dérogation tient le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe pleinement informé des mesures prises et des motifs qui les ont inspirées. Elle doit également informer le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de la date à laquelle ces mesures ont cessé d'être en vigueur et les dispositions de la Convention reçoivent de nouveau pleine application.

Article 16

Aucune des dispositions des articles 10, 11 et 14 ne peut être considérée comme interdisant aux Hautes Parties Contractantes d' imposer des restrictions à l'activité politique des étrangers.

Article 17

Aucune des dispositions de la présente Convention ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans la présente Convention ou à des limitations plus amples de ces droits et libertés que celles prévues à ladite Convention.

Article 18

Les restrictions qui, aux termes de la présente Convention, sont apportées auxdits droits et libertés ne peuvent être appliquées que dans le but pour lequel elles ont été prévues.

TITRE II

Article 19

Afin d'assurer le respect des engagements résultant pour les Hautes Parties Contractantes de la présente Convention, il est institué:

a) une Commission européenne des Droits de l'homme ci-dessous nommée «la Commission»;

b) une Cour européenne des Droits de l'homme. ci-dessous nommée «la Cour».

TITRE III

Article 20

La Commission se compose d'un nombre de membres égal à celui des Hautes Parties Contractantes. La Commission ne peut comprendre plus d'un ressortissant du même Etat.

Article 21

1. Les membres de la Commission sont élus par le Comité des Ministres à la majorité absolue des voix, sur une liste de noms dressée par le Bureau de l'Assemblée Consultative; chaque groupe de représentants des Hautes Parties Contractantes à l'Assemblée Consultative présente trois condidats dont deux au moins seront de sa nationalité.

2. Dans la mesure où elle est applicable, la même procédure est suivie pour compléter la Commission au cas où d'autres Etats deviendraient ultérieurement Parties à la présente Convention, et pour pourvoir aux sièges devenus vacants.

Article 22

1. Les membres de la Commission sont élus pour une durée de six ans. Ils sont rééligibles. Toutefois, en ce qui concerne les membres désignès à la première élection, les fonctions de sept membres prendront fin au bout de trois ans.

2. Les membres dont les fonctions prendront fin au terme de la période initiale de trois ans, sont désignés par tirage au sort effectué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe immédiatement après qu'il aura été procédé à la première élection.

3. Le membre de la Commission élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

4. Les membres de la Commission restent en fonctions jusqu' à leur remplacement. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

Article 23

Les membres de la Commission siègent à la Commission à titre individuel.

Article 24

Toute Partie Contractante peut saisir la Commision, par l'intérmédiaire du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, de tout manquement aux dispositions de la présente Convention qu'elle croira pouvoir être imputé à une autre Partie Contractante.

Article 25

1. La Commission peut être saisie d'une requête adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe par toute personne physique, toute organisation non gouvernementale ou tout groupe de particuliers, qui se prétend victime d'une violation par l'une des Hautes Parties Contractantes des droits reconnus dans la présente Convention, dans le cas où la Haute Partie Contractante mise en cause a déclaré reconnaître la compétence de la Commission dans cette matière. Les Hautes Parties Contractantes ayant souscrit une telle déclaration s'engagent à n'entraver par aucune mesure l'exercice efficace de ce droit.

2. Ces déclarations peuvent être faites pour une durée déterminée.

3. Elles sont remises au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, qui en transmet copies aux Hautes Parties Contractantes et en assure la publication.

4. La Commission n'exercera la compétence qui lui est attribuée par la présent article que lorsque six Hautes Parties Contractantes au moins se trouveront liées par la declaration prévue aux paragraphes précédents.

Article 26

La Commission ne peut être saisie qu'après l' épuisement des voies de recours internes, tel qu' il est entendu selon les principes de droit international généralement reconnus et dans le délai de six mois, à partir de la date de la décision interne définitive.

Article 27

1. La Commission ne retient aucune requête introduite par application de l' article 25, lorsque :

a) elle est anonyme;

b) elle est essentiellement la même qu' une requête précédemment examinée par la Commission ou déjà soumise à une autre instance internationale d' enquête ou de règlement et si elle ne contient pas de faits nouveaux.

2. La Commission déclare irrecevable toute requête introduite par application de l'article 25, lorsqu' elle estime la requête incompatible avec les dispositions de la présente Convention, manifestement mal fondée ou abusive.

3. La Commission rejette toute requête qu'elle considère comme irrecevable par application de l'article 26.

Article 28

Dans le cas où la Commission retient la requête :

a) afin d'établir les faits, elle procède à un examen contradictoire de la requête avec les représentants des parties et, s'il y a lieu, à une enquête pour la conduite efficace de laquelle les Etats intéressés fourniront toutes facilités nécessaires, après échange de vues avec la Commission;

b) elle se met à la disposition des intéressés en vue de parvenir à un règlement amiable de l'affaires qui s' inspire du respect des Droits de l'homme, tel que les reconnaît la présente Convention.

Article 29

1. La Commission remplit les fonctions prévues à l'article 28 au moyen d'une sous-commission composée de sept membres de la Commission.

2. Chaque intéressé peut désigner un membre de son choix pour faire partie de la sous-commission.

. Les autres membres sont désignés par tirage eu sort, conformément aux dispositions prévues par le règlement intérieur de la Commission.

Article 30

Si elle parvient à obtenir un règlement amiable, conformément à l'article 28, la sous-commission dresse un rapport qui est transmis aux Etats intéressés, au Comité des Ministres et au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, aux fins de publication. Ce rapport se limite à un bref exposé des faits et de la solution adoptée.

Article 31

1. Si une solution n'a pu intervenir, la Commission rédige un rapport dans lequel elle constate les faits et formule un avis sur le point de savoir si les faits constatés révèlent, de la part de l'Etat intéressé, une violation des obligations qui lui incombent aux termes de la Convention. Les opinions de tous les membres de la Commission sur ce point peuvent être exprimées dans ce rapport.

2. Le rapport est transmis au Comité des Ministres; il est également communiqué aux Etats intéressés, qui n'ont pas la faculté de le publier.

3. En transmettant le rapport au Comité des Ministres, la Commission peut formuler les propositions qu' elle juge appropriées.

Article 32

1. Si, dans un délai de trois mois à dater de la transmission au Comité des Ministres du rapport de la Commission, l'affaire n'est pas déférée à la Cour par application de l'article 48 de la présente Convention, le Comité des Ministres prend, par un vote à la majorité des deux tiers des représentants ayant le droit de siéger au Comité, une décision sur la question de savoir s'il y a eu ou non une violation de la Convention.

2. Dans l'affirmative, le Comité des Ministers fixe un délai dans lequel la Haute Partie Contractante intéressée doit prendre les mesures qu'entraîne la décision du Comité des Ministres.

3. Si la Haute Partie Contractante intéressée n' a pas adopté des mesures satisfaisantes dans le délai imparti, le Comité des Ministres donne à sa décision initiale, par la majorité prévue au paragraphe I ci-dessus, les suites qu'elle comporte et publie le rapport.

4. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à considérer comme obligatoire pour elles toute décision que le Comité des Ministres peut prendre en application des paragraphes précédents.

Article 33

La Commission siège à huis clos.

Article 34

Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres présents et votant; les désisions de la sous-commission sont prises à la majorité de ses membres.

Article 35

La Commission se réunit lorsque les circonstances l'exigent. Elle est convoquée par le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe

Article 36

La Commission établit son règlement intérieur.

Article 37

Le secrétariat de la Commission est assuré par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

TITRE IV

Article 38

La Cour européene des Droits de l'homme se compose d'un nombre de juges égal à celui des Membres du Conseil de l'Europe. Elle ne peut comprendre plus d'un ressortissant d'un même Etat.

Article 39

1. Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée Consultative à la majorité des voix exprimées sur une liste de personnes présentée par les Membres du Conseil de l'Europe, chacun de deux-ci devant présenter trois candidats, dont deux au moins de sa nationalité.

2. Dans la mesure où elle est applicable, la même procédure est suivie pour compléter la Cour en cas d'admission de nouveaux Membres au Conseil de l' Europe, et pour pourvoir aux sièges devenus vacants.

3. Les candidats devront jouir de la plus haute considération morale et réunir les conditions requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires ou être des jurisconsultes possédant une compétence notoire.

Article 40

1. Les membres de la Cour sont élus pour une durée de neuf ans. Ils sont réeligibles. Toutefois, en ce qui concerne les membres désignès à la première élection les fonctions de quatre des membres prendront fin au bout de trois ans, celles de quatre autres membres prendront fin au bout de six ans.

2. Les membres dont les fonctions prendront fin au terme des périodes initiales de trois et six ans, sont désignés par tirage au sort effectué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, immédiatement après qu'il aura procédé à la première élection.

3. Le membre de la Cour élu en remplacement d' un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

4. Les membres de la Cour restent en fonctions jusqu' à leur remplacement. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

Article 41

La Cour élit son Président et son Vice-Président pour une durée de trois ans. Ceux-ci sont rééligibles.

Article 42

Les membres de la Cour reçoivent une indemnité par jour de fonctions, à fixer par le Comité des Ministres.

Article 43

Pour l' examen de chaque affaire portée devant elle, la Cour est constituée en une Chambre composée de sept juges. En feront partie d'office le juge ressortissant de tout Etat intéressé ou, à défaut, une personne de son choix pour siéger en qualité de juge; les noms des autres juges sont tirés au sort, avant le début de l' examen de l'affaire, par les soins du Président.

Article 44

Seules les Hautes Parties Contractantes et la Commission ont qualité pour se présenter devant la Cour.

Article 45

La compétence de la Cour s'étend à toutes les affaires concernant l'interprétation et l'application de la présente Convention que les Hautes Parties Contractantes ou la Commission lui soumettront, dans les conditions prévues par par l'article 48.

Article 46

1. Chacune des Hautes Parties Contractantes peut, à n'importe quel moment, déclarer reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour sur toutes les affaires concernant l'interprétation et l'application de la présente Convention.

2. Les déclarations ci-dessus visées pourront être faites purement et simplement ou sous condition de réciprocité de la part de plusieurs ou de certaines autres Parties Contractantes ou pour une durée déterminée.

3. Ces déclarations seront remises au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui en transmettra copie aux Hautes Parties Ciontractantes.

Article 47

La Cour ne peut être saisie d'une affaire qu'après la constatation, par la Commission, de l' échec du règlement amiable et dans le délai de trois mois prévu à l' article 32.

Article 48

A la condition que la Haute Partie Contractante intéressée, s'il n'y en a qu'une, ou les Hautes Parties Contractantes intéressées, s'il y en a plus d'une, soient soumises à la juridiction obligatoire de la Cour ou, à défaut, avec le consentement ou l'agrément de la Haute Partie Contractante intéressée, s'il n'y en a qu'une, ou des Hautes Parties Contractantes intéressées, s'il y en a plus d'une, la Cour peut être saisie :

a) par la Commission ;

b) par une Haute Partie Contractante dont la victime est le ressortissant ;

c) par une Haute Partie Contractante qui a saisi la Commission ;

d) par une Haute Partie Contractante mise en cause.

Article 49

En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide.

Article 50

Si la décision de la Cour déclare qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité d'une Partie Contractante se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec des obligations découlant de la présente Convention, et si le droit interne de ladite Partie ne permet qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, la décision de la Cour accorde, s'il y a lieu, à la partie lésée une satisfaction équitable.

Article 51

1. L'arrêt de la Cour est motivé.

2. Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge aura le droit d'y joindre l'exposé de son opinion individuelle.

Article 52

L'arrêt de la Cour est définitif.

Article 53

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux décisions de la Cour dans les litiges auxquels elles sont parties.

Article 54

L'arrêt de la Cour est transmis au Comité des Ministres qui en surveille l'exécution.

Article 55

La Cour établit son règlement et fixe sa procédure.

Article 56

1. La première élection des membres de la Cour aura lieu après que les déclarations des Hautes Parties Contractantes visées à l'article 46 auronr atteint le nombre de huit.

2. La Cour ne peut être saisie avant cette élection.

TITRE V

Article 57

Toute Haute Partie Contractante fournira sur demande du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les explications requises sur la manière dont son droit interne assure l'application effective de toute les dispositions de cette Concention.

Article 58

Les dépenses de la Commission et de la Cour sont à la charge du Conseil de l'Europe.

Article 59

Les membres de la Commission et de la Cour jouissent, pendant l'excercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités prévus à l'article 40 du Statut du Conseil de l'Europe et dans les Accords conclus en vertu de cet article.

Article 60

Aucune des dispositions de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant ou portant atteinte aux Droits de l'homme et aux libertés fondemantales qui pourraient être reconnus conformément aux lois de toute Partie Contractante ou a toute autre Convention à laquelle cette Partie Contractante est partie.

Article 61

Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux pouvoirs conférés au Comité des Ministres par le Statut du Conseil de l'Europe.

Article 62

Les Hautes Parties Contractantes renoncent réciproquement, sauf compromis spécial, à se prévaloir des traités, conventions ou déclerations existant entre elles, en vue de soumettre, par voie de requête, un différend né de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention à un mode de règlement autre que ceux prévus par ladite Convention.

Article 63

1. Tout Etat peut, au moment de la ratification ou à tout autre moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, que la présente Convention s'applicuera à tous les territoires ou à l'un quelconque des territoites dont il assure les relations internationales.

2. La Convention s'appliquera au territoire ou aux territoires désignés dans la notification à partir du trentième jour qui suivra la date à laquelle le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aura reçu cette notification.

3. Dans lesdits territoires les dispositions de la présente Convention seront appliquées en tenant compte des nécessités locales.

4. Tout Etat qui a fait une déclaration conformément au premier paragraphe de cet article, peut, à tout moment par la suite, déclarer relativement à un ou plusieurs des territoires visés dans cette déclaration qu'il accepte la compétence de la Commision pour connaître de personnes physiques, d'organisations non gouvernementales ou de groupes de particuliers conformément à l'article 25 de la présente Convention.

Article 64

1. Tout Etat peut, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification, formuler une réserve au sujet d'une disposition particulière de la Convention, dans la mesure où une loi alors en vigueur sur son territoire n'est pas conforme à cette disposition. Les réserves de caractère général ne sont pas autorisées aux termes du présent article.

2. Toute réserve émise conformément au présent article comporte un bref exposé de la loi en cause.

Article 65

1. Une Haute Partie Contractante ne peut dénoncer la présente Convention qu'après l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard et moyennant un préavis de six mois, donné par une notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, qui en informe les autres Parties Contractantes.

2. Cette dénonciation ne peut avoir pour effet de délier la Haute Partie Contractante intéressée des obligations contenues dans la présente Convention en ce qui concerne tout fait qui, pouvant constituer une violation de ces obligations, aurait été accompli par elle antérieurement à la date à laquelle la dénonciation produit effet.

3. Sous la même réserve cesserait d'être Partie à la présente Convention toute Partie Contractante qui cesserait d'être Membre du Conseil de l'Europe.

4. La Convention peut être dénoncée conformément aux dispositions des paragraphes précédents en ce qui concerne tout territoire auquel elle a été déclarée applicable aux termes de l'article 63.

Article 66

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée. Les ratifications seront déposées près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur après le dépôt de dix instruments de ratification.

3. Pour tout signataire qui la ratifiera ultérieurement. la Convention entrera en vigueur dès le dépôt de l' instrument de ratification.

4. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera à tous les Membres du Conseil de l'Europe l'entrée en vigueur de la Convention, les noms des Hautes Parties Contractantes qui l'auront ratifiée, ainsi que le dépôt de tout instrument de ratification intervenu ultérieurement.

Fait à Rome, le 4 novembre 1950, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général en communiquera des copies certifiées conformes à tous les signataires.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,

Résolus à prendre des mesures propres à assurer la garantie collective de droits et libertés autres que ceux qui figurent déjà dans le Titre I de la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénomée «la Convention»).

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international.

Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte au droit que possèdent les Etats de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l' usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes.

Arrticle 2

Nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction. L'Etat, dans l'exercice des fonctions qu'il assumera dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, respectera le droit des parents d'assurer cette éducation et cet enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques.

Article 3

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à organiser, à des intervalles raisonnables, des élections libres au scrutin secret, dans les conditions qui assurent la libre expression de l'opinion du peuple sur le choix du corps législatif.

Article 4

Toute Haute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou de la ratification du présent Protocole ou à tout moment par la suite, communiquer au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe une déclaration indiquant la mesure dans laquelle il s' engage à ce que les dispositions du présent Protocole s'appliquent à tels territoires qui sont désignés dans ladite déclaration et dont il assure les relations internationales

Toute Haute Partie Contractante qui a communiqué une déclaration en vertu du paragraphe précédent peut, de temps à autre, communiquer une nouvelle déclaration modifiant les termes de toute déclaration antérieure ou mettant fin à l'application des dispositions du présent Protocole sur un territoire quelconque.

Une déclaration faite conformément au présent article sera considérée comme ayant été faite conformément au paragraphe 1 de l'article 63 de la Convention.

Article 5

Les Hautes Parties Contractantes considéreront les articles 1,2,3 et 4 de ce Protocole comme des articles additionnels à la Convention et toutes les dispositions de la Convention s'appliqueront en conséquence.

Article 6

Le présent Protocole est ouvert à la signature des Membres du Conseil de l'Europe, signataires de la Convention; il sera ratifié en même temps que la Convention ou après la ratification de celle-ci. Il entrera en vigueur après le dépôt de dix instruments de ratification. Pour tout signataire qui le ratifiera ultérieurement, le Protocole entrera en vigueur dès le dépôt de l'instrument de ratification.

Les instruments de ratification seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui notifiera à tous les Membres les noms de ceux qui l'auront ratifié.

Fait à Paris, le 20 mars 1952, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général en comminiquera copie certifièe conforme à chacun des gouvernements signataires.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :
PAUL VAN ZEELAND

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :
OLE BJOERN KRAFT

Pour le Gouvernement de la République Française :
SCHUMAN

Pour le Gouvernement de la République Fédérale Allemande :
ADENAUER

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce :
R. RAPHAEL

Au moment de la signature du présent Protocole, le Gouvernement Hellénique se prévalant de l' article 64 de ladite Convention, formule la réserve suivante, portant sur l'article 2 du Protocole : Le mot «philosophique» par le quel se termine le second paragraphe de l'article 2 recevra en Grèce une application conforme aux dispositions y relatives de la législation intérieure.

Pour le Gouvernement de la Republique Islandaise :
PETUR BENEDIKTSSON

Pour le Gouvernement de la République Irlandaise :
PROINSIAS MAC AOGAIN

Pour le Gouvernement de la République Italienne :
PAOLO EMILIO TAVIANI

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:
JOS. BECH

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :
STIKKER

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège :
HALVARD LANGE

Pour le Gouvernement de la Sarre :
JOHANNES HOFFMANN

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :
ÖSTEN UNDEN

Pour le Gouvernement de la République Turque :
F. KÖPRÜLÜ

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord :
ANTONY EDEN

Au moment de signer le présent Protocole, je déclare qu'en raison de certaines dispositions des lois sur l' enseignement en vigueur au Royaume-Uni, le principe posé dans la seconde phrase de l'article 2 n'est accepté que dans la mesure où il est compatible avec l'octroi d'une instruction et d'une formation efficase et n'entraine pas de dépenses publiques démesurées.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

διὰ τὴν προάσπισιν τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου καὶ τῶν θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν.

Αἱ Συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις, Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης :

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν τὴν Παγκόσμιον Δήλωσιν τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου, ἥν διεκήρυξεν ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τὴν 10ην Δεκεμβρίου 1948.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ Δήλωσις αὐτὴ τείνει εἰς τὴν ἐξασφάλισιν τῆς ἀναγνωρίσεως καὶ τὴν παγκόσμιον καὶ ἀποτελεσματικὴν ἐφαρμογὴν τῶν δικαιωμάτων ἅτινα ἀναφέρονται εἰς αὐτήν.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ πραγματοποίησις στενωτέρας ἑνότητος μεταξὺ τῶν Μελῶν αὐτῆς, καὶ ὅτι ἓν τῶν μέσων πρὸς ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ τούτου εἶναι ἡ προάσπισις καὶ ἡ ἀνάπτυξις τῶν δικαιωμάτων τοῦ Ἀνθρώπου καὶ τῶν θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν.

Ἐπιβεβαιοῦσαι τὴν βαθεῖαν αὐτῶν προσήλωσιν εἰς τὰς θεμελιώδεις ταύτας ἐλευθερίας αἵτινες ἀποτελοῦσι αὐτὸ τοῦτο τὸ βάθρον τῆς δικαιοσύνης καὶ τῆς εἰρήνης ἐν τῷ κόσμῳ καὶ τῶν ὁποίων ἡ διατήρησις στηρίζεται οὐσιαστικῶς ἐπὶ πολιτικοῦ καθεστῶτος ἀληθῶς δημοκρατικοῦ ἀφ' ἑνὸς καὶ ἀφ' ἑτέρου, ἐπὶ κοινῆς ἀντιλήψεως καὶ κοινοῦ σεβασμοῦ τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου τὰ ὁποῖα διεκδικοῦν.

Ἀποφασισμέναι ὅπως, ὡς Κυβερνήσεις Εὐρωπαϊκῶν Κρατῶν ἐμπνεόμεναι ὑπὸ κοινῶν ἰδεωδῶν καὶ ἔχουσαι κοινὴν κληρονομίαν πολιτικῶν παραδόσεων καὶ ἰδεωδῶν σεβασμοῦ τῆς ἐλευθερίας καὶ τοῦ ἐπικρατεστέρου τοῦ δικαίου, λάβωσι τὰ πρῶτα κατάλληλα μέτρα ὅπως διασφαλίσωσι τὴν συλλογικὴν ἐγγύησιν ὡρισμένων, ἐκ τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ Παγκοσμίῳ Δηλώσει, δικαιωμάτων.

Συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

Ἄρθρον 1

Τὰ ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀναγνωρίζουν, εἰς ὅλα τὰ ἐξαρτώμενα ἐκ τῆς δικαιοδοσίας των πρόσωπα, τὰ καθοριζόμενα εἰς τὸ πρῶτον μέρος τῆς παρούσης Συμβάσεως δικαιώματα καὶ ἐλευθερίας.

ΜΕΡΟΣ Ι

Ἄρθρον 2

1. Τὸ δικαίωμα ἑκάστου προσώπου εἰς τὴν ζωὴν προστατεύεται ὑπὸ τοῦ νόμου. Εἰς οὐδένα δύναται νὰ ἐπιβληθῇ ἐκ προθέσεως θάνατος, εἰμὴ εἰς ἐκτέλεσιν θανατικῆς ποινῆς ἐκδιδομένης ὑπὸ δικαστηρίου ἐν περιπτώσει ἀδικήματος τιμωρουμένου ὑπὸ τοῦ νόμου διὰ τῆς ποινῆς ταύτης.

2. Ὁ θάνατος δὲν θεωρεῖται ὡς ἐπιβαλλόμενος κατὰ παράβασιν τοῦ ἄρθρου τούτου, εἰς ἃς περιπτώσεις θὰ ἐπήρχετο συνεπείᾳ χρήσεως βίας καταστάσης ἀπολύτως ἀναγκαίας :

α) διὰ τὴν ὑπεράσπισιν οἱουδήποτε προσώπου κατὰ παρανόμου βίας.

β) διὰ τὴν πραγματοποίησιν νομίμου συλλήψεως ἢ πρὸς παρεμπόδισιν ἀποδράσεως προσώπου νομίμως κρατουμένου.

γ) διὰ τὴν καταστολήν, συμφώνως τῷ νόμῳ, στάσεως ἢ ἀνταρσίας.

Ἄρθρον 3

Οὐδεὶς ἐπιτρέπεται νὰ ὑποβληθῇ εἰς βασάνους οὔτε εἰς ποινὰς ἢ μεταχείρισιν ἀπανθρώπους ἢ ἐξευτελιστικάς.

Ἄρθρον 4

1. Οὐδεὶς δύναται νὰ κρατηθῇ εἰς δουλείαν ἢ εἱλωτείαν.

2. Οὐδεὶς δύναται νὰ ὑποχρεωθῇ εἰς ἀναγκαστικὴν ἢ ὑποχρεωτικὴν ἐργασίαν.

3. Δὲν θεωρεῖται ὡς «ἀναγκαστικὴ ἢ ὑποχρεωτικὴ ἐργασία» ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τοῦ παρόντος ἄρθρου :

α) πᾶσα ἐργασία ζητουμένη παρὰ προσώπου κρατουμένου συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 5 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὑπὸ ὅρους ἀπολύσεώς του.

β) πᾶσα ὑπηρεσία στρατιωτικῆς φύσεως ἤ, εἰς τὴν περίπτωσιν τῶν ἐχόντων ἀντιρρήσεις συνειδήσεως εἰς τὰς χώρας ὅπου τοῦτο ἀναγνωρίζεται ὡς νόμιμον, πᾶσα ἄλλη ὑπηρεσία εἰς ἀντικατάστασιν τῆς ὑποχρεωτικῆς στρατιωτικῆς ὑπηρεσίας.

γ) πᾶσα ὑπηρεσία ζητουμένη εἰς περίπτωσιν κρίσεων ἢ θεομηνιῶν, αἱ ὁποῖαι ἀπειλοῦν τὴν ζωὴν ἢ τὴν εὐδαιμονίαν τοῦ συνόλου.

δ) πᾶσα ἐργασία ἢ ὑπηρεσία ἀπαρτίζουσα μέρος τῶν τακτικῶν ὑποχρεώσεων τοῦ πολίτου.

Ἄρθρον 5

1. Πᾶν πρόσωπον ἔχει δικαίωμα εἰς τὴν ἐλευθερίαν καὶ τὴν ἀσφάλειαν, Οὐδεὶς ἐπιτρέπεται νὰ στερηθῇ τῆς ἐλευθερίας του εἰμὴ εἰς τὰς ἀκολούθους περιπτώσεις καὶ συμφώνως πρὸς τὴν νόμιμον διαδικασίαν :

α) ἐὰν κρατῆται κανονικῶς κατόπιν καταδίκης ὑπὸ ἁρμοδίου δικαστηρίου.

β) ἐὰν ὑπεβλήθη εἰς κανονικὴν σύλληψιν ἢ κράτησιν λόγῳ ἀνυποταγῆς εἰς νόμιμον διαταγὴν δικαστηρίου, ἢ εἰς ἐγγύησιν ἐκτελέσεως ὑποχρεώσεως ὁριζομένης ὑπὸ τοῦ νόμου.

γ) ἐὰν συνελήφθη καὶ κρατῆται ὅπως ὁδηγηθῇ ἐνώπιον τῆς ἁρμοδίας δικαστικῆς ἀρχῆς εἰς τὴν περίπτωσιν εὐλόγου ὑπονοίας ὅτι διέπραξεν ἀδίκημα, ἢ ὑπάρχουν λογικὰ δεδομένα πρὸς παραδοχὴν τῆς ἀνάγκης ὅπως οὗτος ἐμποδισθῇ ἀπὸ τοῦ νὰ διαπράξῃ ἀδίκημα ἢ δραπετεύσῃ μετὰ τὴν διάπραξιν τούτου.

δ) ἐὰν πρόκειται περὶ νομίμου κρατήσεως ἀνηλίκου, ἀποφασισθείσης διὰ τὴν ἐπιτήρησιν τῆς ἀνατροφῆς του, ἢ τὴν νόμιμον κράτησίν του ἵνα παραπεμφθῇ ἐνώπιον τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς.

ε) ἐὰν πρόκειται περὶ νομίμου κρατήσεως ἀτόμων δυναμένων νὰ μεταδώσωσι μεταδοτικὴν ἀσθένειαν, φρενοβλαβοῦς, ἀλκοολικοῦ, τοξικομανοῦς ἢ ἀλήτου.

στ) ἐὰν πρόκειται περὶ νομίμου συλλήψεως ἢ κρατήσεως ἀτόμου ἐπὶ σκοπῷ ὅπως ἐμποδισθῇ ἀπὸ τοῦ νὰ εἰσέλθῃ παρανόμως ἐν τῇ χώρᾳ, ἢ ἐναντίον τοῦ ὁποίου ἐκκρεμεῖ διαδικασία ἀπελάσεως ἢ ἐκδόσεως.

2. Πᾶν συλληφθὲν πρόσωπον δέον νὰ πληροφορῆται κατὰ τὸ δυνατὸν συντομώτερον καὶ εἰς γλῶσσαν τὴν ὁποίαν ἐννοεῖ, τοὺς λόγους τῆς συλλήψεώς του ὡς καὶ πᾶσαν διατυπουμένην ἐναντίον του κατηγορίαν.

3. Πᾶν πρόσωπον συλληφθὲν ἢ κρατηθέν, ὑπὸ τὰς προβλεπομένας ἐν παραγράφῳ Ιγ τοῦ παρόντος ἄρθρου συνθήκας ὀφείλει νὰ παραπεμφθῇ συντόμως ἐνώπιον δικαστοῦ ἢ ἑτέρου δικαστικοῦ λειτουργοῦ νομίμως ἐντεταλμένου ὅπως ἐκτελῇ δικαστικὰ καθήκοντα, ἔχει δὲ τὸ δικαίωμα νὰ δικασθῇ ἐντὸς λογικῆς προθεσμίας ἢ ἀπολυθῇ κατὰ τὴν διαδικασίαν. Ἡ ἀπόλυσις δύναται νὰ ἐξαρτηθῇ ἀπὸ ἐγγύησιν ἐξασφαλίζουσαν τὴν παράστασιν τοῦ ἐνδιαφερομένου εἰς τὴν δικάσιμον.

4. Πᾶν πρόσωπον στερούμενον τῆς ἐλευθερίας του συνεπείᾳ συλλήψεως ἢ κρατήσεως ἔχει δικαίωμα προσφυγῆς ἐνώπιον δικαστηρίου, ἵνα τοῦτο ἀποφασίσῃ ἐντὸς βραχείας προθεσμίας ἐπὶ τοῦ νομίμου τῆς κρατήσεώς του καὶ διατάξῃ τὴν ἀπόλυσίν του ἐν περιπτώσει παρανόμου κρατήσεως.

5. Πᾶν πρόσωπον θῦμα συλλήψεως ἢ κρατήσεως ὑπὸ συνθήκας ἀντιθέτους πρὸς τὰς ἀνωτέρω διατάξεις, ἔχει δικαίωμα ἐπανορθώσεως.

Ἄρθρον 6

1. Πᾶν πρόσωπον ἔχει δικαίωμα ὅπως ἡ ὑπόθεσίς του δικασθῇ δικαίως, δημοσίᾳ καὶ ἐντὸς λογικῆς προθεσμίας ὑπὸ ἀνεξαρτήτου καὶ ἀμερολήπτου δικαστηρίου, νομίμως λειτουργοῦντος, τὸ ὁποῖον θὰ ἀποφασίσῃ εἴτε ἐπὶ τῶν ἀμφισβητήσεων ἐπὶ τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεών του ἀστικῆς φύσεως, εἴτε ἐπὶ τοῦ βασίμου πάσης ἐναντίον του κατηγορίας ποινικῆς φύσεως. Ἡ ἀπόφασις δέον νὰ ἐκδοθῇ δημοσίᾳ, ἡ εἴσοδος ὅμως εἰς τὴν αἴθουσαν τῶν συνεδριάσεων δύναται νὰ ἀπαγορευθῇ εἰς τὸν τύπον καὶ τὸ κοινὸν καθ' ὅλην ἢ μέρος τῆς διαρκείας τῆς δίκης πρὸς τὸ συμφέρον τῆς ἠθικῆς, τῆς δημοσίας τάξεως ἢ τῆς ἐθνικῆς ἀσφαλείας ἐν δημοκρατικῇ κοινωνίᾳ, ὅταν τοῦτο ἐνδείκνυται ὑπὸ τῶν συμφερόντων τῶν ἀνηλίκων ἢ τῆς ἰδιωτικῆς ζωῆς τῶν διαδίκων, ἢ ἐν τῷ κρινομένῳ ὑπὸ τοῦ Δικαστηρίου ὡς ἀπολύτως ἀναγκαίου μέτρῳ, ὅταν ὑπὸ εἰδικὰς συνθήκας ἡ δημοσιότης θὰ ἠδύνατο νὰ παραβλάψῃ τὰ συμφέροντα τῆς δικαιοσύνης.

2. Πᾶν πρόσωπον κατηγορούμενον ἐπὶ ἀδικήματι τεκμαίρεται ὅτι εἶναι ἀθῶον μέχρι τῆς νομίμου ἀποδείξεως τῆς ἐνοχῆς του.

3. Εἰδικώτερον, πᾶς κατηγορούμενος ἔχει δικαίωμα:

(α) ὅπως πληροφορηθῇ, ἐν τῇ βραχυτέρᾳ προθεσμίᾳ εἰς γλῶσσαν τὴν ὁποίαν ἐννοεῖ καὶ ἐν λεπτομερείᾳ τὴν φύσιν καὶ τὸν λόγον τῆς ἐναντίον του κατηγορίας.

(β) ὅπως διαθέτῃ τὸν χρόνον καὶ τὰς ἀναγκαίας εὐκολίας πρὸς προετοιμασίαν τῆς ὑπερασπίσεως του.

(γ) ὅπως ὑπερασπίσῃ ὁ ἴδιος ἑαυτὸν ἢ ἀναθέσῃ τὴν ὑπεράσπισίν του εἰς συνήγορον τῆς ἐκλογῆς του, ἐν ᾗ δὲ περιπτώσει δὲν διαθέτει τὰ μέσα νὰ πληρώσῃ συνήγορον νὰ τῷ παρασχεθῇ τοιοῦτος δωρεάν, ὅταν τοῦτο ἐνδείκνυται ὑπὸ τοῦ συμφέροντος τῆς δικαιοσύνης.

(δ) νὰ ἐξετάσῃ ἢ ζητήσῃ ὅπως ἐξετασθῶσιν οἱ μάρτυρες κατηγορίας καὶ ἐπιτύχῃ τὴν πρόσκλησιν καὶ ἐξέτασιν τῶν μαρτύρων ὑπερασπίσεως ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους ὡς τῶν μαρτύρων κατηγορίας.

ε) νὰ τύχῃ δωρεὰν παραστάσεως διερμηνέως, ἐὰν δὲν ἐννοεῖ ἢ δὲν ὁμιλεῖ τὴν χρησιμοποιουμένην εἰς τὸ δικαστήριον γλῶσσαν.

Ἄρθρον 7

1. Οὐδεὶς δύναται νὰ καταδικασθῇ διὰ πρᾶξιν ἢ παράλειψιν ἡ ὁποία, καθ' ἣν στιγμὴν διεπράχθη, δὲν ἀπετέλει ἀδίκημα συμφώνως πρὸς τὸ ἐθνικὸν ἢ διεθνὲς δίκαιον. Οὔτε καὶ ἐπιβάλλεται βαρυτέρα ποινὴ ἀπὸ ἐκείνην ἡ ὁποία ἐπεβάλλετο κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς διαπράξεως τοῦ ἀδικήματος.

2. Τὸ παρὸν ἄρθρον δὲν σκοπεῖ νὰ ἐπηρεάσῃ τὴν δίκην καὶ τιμωρίαν ἀτόμων ἐνόχων διὰ πράξεις ἢ παραλείψεις αἱ ὁποῖαι καθ' ἣν στιγμὴν διεπράχθησαν, ἦσαν ἐγκληματικαὶ συμφώνως πρὸς τὰς ἀναγνωριζομένας ὑπὸ τῶν πολιτισμένων ἐθνῶν γενικὰς ἀρχὰς δικαίου.

Ἄρθρον 8

1. Πᾶν πρόσωπον δικαιοῦται εἰς τὸν σεβασμὸν τῆς ἰδιωτικῆς καὶ οἰκογενειακῆς ζωῆς του, τῆς κατοικίας του καὶ τῆς ἀλληλογραφίας του.

2. Δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ὑπάρξῃ ἐπέμβασις δημοσίας ἀρχῆς ἐν τῇ ἀσκήσει τοῦ δικαιώματος τούτου, ἐκτὸς ἐὰν ἡ ἐπέμβασις αὕτη προβλέπεται ὑπὸ τοῦ νόμου καὶ ἀποτελεῖ μέτρον τὸ ὁποῖον, εἰς μίαν δημοκρατικὴν κοινωνίαν, εἶναι ἀναγκαῖον διὰ τὴν ἐθνικὴν ἀσφάλειαν, τὴν δημοσίαν ἀσφάλειαν, τὴν οἰκονομικὴν εὐημερίαν τῆς χώρας, τὴν προάσπισιν τῆς τάξεως καὶ τὴν πρόληψιν ποινικῶν παραβάσεων τὴν προστασίαν τῆς ὑγείας ἢ τῆς ἠθικῆς, ἢ τὴν προστασίαν τῶν δικαιωμάτων καὶ ἐλευθεριῶν ἄλλων.

Ἄρθρον 9

1. Πᾶν πρόσωπον δικαιοῦται εἰς τὴν ἐλευθερίαν σκέψεως, συνειδήσεως καὶ θρησκείας, τὸ δικαίωμα τοῦτο ἐπάγεται τὴν ἐλευθερίαν ἀλλαγῆς θρησκείας ἢ πεποιθήσεων, ὡς καὶ τὴν ἐλευθερίαν ἐκδηλώσεως τῆς θρησκείας ἢ τῶν πεποιθήσεων μεμονωμένως, ἢ συλλογικῶς δημοσίᾳ ἢ κατ' ἰδίαν, διὰ τῆς λατρείας, τῆς παιδείας, καὶ τῆς ἀσκήσεως τῶν θρησκευτικῶν καθηκόντων καὶ τελετουργιῶν.

2. Ἡ ἐλευθερία ἐκδηλώσεως τῆς θρησκείας ἢ τῶν πεποιθήσεων δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ἑτέρων περιορισμῶν πέραν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ νόμου καὶ ἀποτελούντων ἀναγκαῖα μέτρα, ἐν δημοκρατικῇ κοινωνίᾳ διὰ τὴν δημοσίαν ἀσφάλειαν, τὴν προάσπισιν τῆς δημοσίας τάξεως, ὑγείας καὶ ἠθικῆς, ἢ τὴν προάσπισιν τῶν δικαιωμάτων καὶ ἐλευθεριῶν τῶν ἄλλων.

Ἄρθρον 10

1. Πᾶν πρόσωπον ἔχει δικαίωμα εἰς τὴν ἐλευθερίαν ἐκφράσεως. Τὸ δικαίωμα τοῦτο περιλαμβάνει τὴν ἐλευθερίαν γνώμης ὡς καὶ τὴν ἐλευθερίαν λήψεως ἢ μεταδόσεως πληροφοριῶν ἢ ἰδεῶν, ἄνευ ἐπεμβάσεως δημοσίων ἀρχῶν καὶ ἀσχέτως συνόρων. Τὸ παρὸν ἄρθρον δὲν κωλύει τὰ Κράτη ἀπὸ τοῦ νὰ ὑποβάλωσι τὰς ἐπιχειρήσεις ραδιοφωνίας κινηματογράφου ἢ τηλεοράσεως εἰς κανονισμοὺς ἐκδόσεως ἀδειῶν λειτουργίας.

2. Ἡ ἄσκησις τῶν ἐλευθεριῶν τούτων, συνεπαγομένων καθήκοντα καὶ εὐθύνας δύναται νὰ ὑπαχθῇ εἰς ὡρισμένας διατυπώσεις, ὅρους, περιορισμοὺς ἢ κυρώσεις, προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ νόμου καὶ ἀποτελοῦντας ἀναγκαῖα μέτρα ἐν δημοκρατικῇ κοινωνίᾳ διὰ τὴν ἐθνικὴν ἀσφάλειαν, τὴν ἐδαφικὴν ἀκεραιότητα ἢ δημοσίαν ἀσφάλειαν τὴν προάσπισιν τῆς τάξεως καὶ πρόληψιν τοῦ ἐγκλήματος, τὴν προστασίαν τῆς ὑγείας ἢ τῆς ἠθικῆς, τὴν προστασίαν τῆς ὑπολήψεως ἢ τῶν δικαιωμάτων τῶν τρίτων, τὴν παρεμπόδισιν τῆς κοινολογήσεως ἐμπιστευτικῶν πληροφοριῶν ἢ τὴν διασφάλισιν τοῦ κύρους καὶ ἀμεροληψίας τῆς δικαστικῆς ἐξουσίας.

Ἄρθρον 11

1. Πᾶν πρόσωπον ἔχει δικαίωμα εἰς τὴν ἐλευθερίαν τοῦ συνέρχεσθαι εἰρηνικῶς καὶ εἰς τὴν ἐλευθερίαν συνεταιρισμοῦ συμπεριλαμβανομένου τοῦ δικαιώματος ἱδρύσεως μετ' ἄλλων συνδικάτων καὶ προσχωρήσεως εἰς συνδικᾶτα ἐπὶ σκοπῷ προασπίσεως τῶν συμφερόντων του.

2. Ἡ ἄσκησις τῶν δικαιωμάτων τούτων δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ὑπαχθῇ εἰς ἑτέρους περιορισμοὺς πέραν τῶν ὑπὸ τοῦ νόμου προβλεπομένων καὶ ἀποτελούντων ἀναγκαῖα μέτρα ἐν δημοκρατικῇ κοινωνίᾳ, διὰ τὴν ἐθνικὴν ἀσφάλειαν, τὴν δημοσίαν ἀσφάλειαν τὴν προάσπισιν τῆς τάξεως καὶ πρόληψιν τοῦ ἐγκλήματος τὴν προστασίαν τῆς ὑγείας καὶ τῆς ἠθικῆς, ἢ τὴν προστασίαν τῶν δικαιωμάτων καὶ ἐλευθεριῶν τῶν τρίτων. Τὸ παρὸν ἄρθρον δὲν ἀπαγορεύει τὴν ἐπιβολὴν νομίμων περιορισμῶν εἰς τὴν ἄσκησιν τῶν δικαιωμάτων τούτων ὑπὸ μελῶν τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς ἀστυνομίας ἢ τῶν διοικητικῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ Κράτους.

Ἄρθρον 12

Ἅμα τῇ συμπληρώσει ἡλικίας γάμου, ὁ ἀνὴρ καὶ ἡ γυνὴ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ συνέρχωνται εἰς γάμον καὶ ἱδρύωσιν οἰκογένειαν συμφώνως πρὸς τοὺς διέποντας τὸ δικαίωμα τοῦτο ἐθνικοὺς νόμους.

Ἄρθρον 13

Πᾶν πρόσωπον τοῦ ὁποίου τὰ ἀναγνωριζόμενα ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει δικαιώματα καὶ ἐλευθερίαι παρεβιάσθησαν, ἔχει τὸ δικαίωμα πραγματικῆς προσφυγῆς ἐνώπιον ἐθνικῆς ἀρχῆς, ἔστω καὶ ἂν ἡ παραβίασις διεπράχθη ὑπὸ προσώπων ἐνεργούντων ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν δημοσίων καθηκόντων των.

Ἄρθρον 14

Ἡ χρῆσις τῶν ἀναγνωριζομένων ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει δικαιωμάτων καὶ ἐλευθεριῶν δέον νὰ ἐξασφαλισθῇ ἀσχέτως διακρίσεως φύλου, φυλῆς, χρώματος, γλώσσης θρησκείας, πολιτικῶν ἢ ἄλλων πεποιθήσεων, ἐθνικῆς ἢ κοινωνικῆς προελεύσεως, συμμετοχῆς εἰς ἐθνικὴν μειονότητα, περιουσίας, γεννήσεως ἢ ἄλλης καταστάσεως.

Ἄρθρον 15

1. Ἐν περιπτώσει πολέμου ἢ ἑτέρου δημοσίου κινδύνου ἀπειλοῦντος τὴν ζωὴν τοῦ ἔθνους ἕκαστον ὑψηλὸν συμβαλλόμενον μέρος δύναται νὰ λάβῃ μέτρα κατὰ παράβασιν τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένων ὑποχρεώσεων, ἐν τῷ ἀπαιτουμένῳ ὑπὸ τῆς καταστάσεως ἀπολύτως ἀναγκαίῳ ὁρίῳ καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως τὰ μέτρα ταῦτα μὴ ἀντιτίθενται εἰς τὰς ἄλλας ὑποχρεώσεις τὰς ἀπορρεούσας ἐκ τοῦ διεθνοῦς δικαίου.

2. Ἡ προηγουμένη διάταξις οὐδεμίαν ἐπιτρέπει παράβασιν τοῦ ἄρθρου 2, εἰμὴ διὰ τὴν περίπτωσιν θανάτου συνεπείᾳ κανονικῶν πολεμικῶν πράξεων, ἢ τῶν ἄρθρων 3, 4 (παράγ. 1 καὶ 7).

3. Τὰ ἀσκοῦντα τὸ δικαίωμα τοῦτο τῆς παραβάσεως ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη τηροῦν τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης πλήρως ἐνήμερον τῶν ληφθέντων μέτρων ὡς καὶ τῶν αἰτίων τὰ ὁποῖα τὰ προεκάλησαν. Ὀφείλουν ὡσαύτως νὰ πληροφορήσωσι τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης περὶ τῆς ἡμερομηνίας κατὰ τὴν ὁποίαν τὰ μέτρα ταῦτα ἔπαυσαν ἰσχύοντα καὶ αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως ἐτέθησαν ἐκ νέου ἐν πλήρει ἰσχύϊ.

Ἄρθρον 16

Οὐδεμία διάταξις τῶν ἄρθρων 10, 11 καὶ 14 δύναται νὰ θεωρηθῇ ὡς ἀπαγορεύουσα εἰς τὰ ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη νὰ ἐπιβάλλωσι περιορισμοὺς εἰς τὴν πολιτικὴν δραστηριότητα τῶν ξένων.

Ἄρθρον 17

Οὐδεμία διάταξις τῆς παρούσης Συμβάσεως δύναται νὰ ἑρμηνευθῇ ὡς ἐπαγομένη δι' ἓν Κράτος, μίαν ὁμάδα ἢ ἓν ἄτομον οἱονδήποτε δικαίωμα ὅπως ἐπιδοθῇ εἰς δραστηριότητα ἢ ἐκτελέσῃ πράξεις σκοπούσας εἰς τὴν καταστροφὴν τῶν δικαιωμάτων ἢ ἐλευθεριῶν, τῶν ἀναγνωρισθέντων ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει, ἢ εἰς περιορισμοὺς τῶν δικαιωμάτων καὶ ἐλευθεριῶν τούτων μεγαλυτέρων τῶν προβλεπομένων ἐν τῇ ρηθείσῃ Συμβάσει.

Ἄρθρον 18

Οἱ ἐπιτρεπόμενοι κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως περιορισμοὶ τῶν εἰρημένων δικαιωμάτων καὶ ἐλευθεριῶν δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ἐφαρμοσθοῦν εἰμὴ πρὸς τὸν σκοπὸν διὰ τὸν ὁποῖον καθιερώθησαν.

ΜΕΡΟΣ II

Ἄρθρον 19

Πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξασφαλίσεως τοῦ σεβασμοῦ τῶν αναληφθεισῶν ὑπὸ τῶν ὑψηλῶν συμβαλλομένων μερῶν διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως ὑποχρεώσεων, θὰ ἱδρυθῶσιν :

(α) μία Εὐρωπαϊκὴ Ἐπιτροπὴ Ἀνθρωπίνων Δικαιωμάτων, ἀναφερομένη ἐν τῇ συνεχείᾳ τῆς παρούσης ὡς ἡ «Ἐπιτροπή».

(β) ἓν Εὐρωπαϊκὸν Δικαστήριον Ἀνθρωπίνων Δικαιωμάτων, ἐν τῇ συνεχείᾳ τῆς παρούσης ἀναφερόμενον ὡς τὸ «Δικαστήριον».

ΜΕΡΟΣ III

Ἄρθρον 20

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀπαρτίζεται ὑπὸ ἀριθμοῦ μελῶν ἴσου πρὸς τὸν τῶν ὑψηλῶν συμβαλλομένων μερῶν. Ἡ Ἐπιτροπὴ δὲν δύναται νὰ περιλάβῃ πλέον τοῦ ἑνὸς ὑπηκόου τοῦ ἰδίου Κράτους.

Ἄρθρον 21

1. Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκλέγονται ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς Ὑπουργῶν, κατ' ἀπόλυτον πλειοψηφίαν, ἐκ καταλόγου ὀνομάτων συντασσομένου ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως. Ἑκάστη ὁμὰς ἀντιπροσώπων τῶν ὑψηλῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς τὴν Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν θὰ προτείνῃ τρεῖς ὑποψηφίους ἐξ ὧν τουλάχιστον οἱ δύο θὰ εἶναι τῆς ἐθνικότητός της.

2. Ἐν τῷ μέτρῳ ἐν ᾧ ἐφαρμόζεται, ἡ αὐτὴ διαδικασία θὰ ἀκολουθῆται διὰ τὴν ἀνάδειξιν, ὡς μελῶν, ὑπηκόων Κρατῶν τὰ ὁποῖα ἤθελον προσχωρήσῃ μεταγενεστέρως εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ὡς καὶ πρὸς πλήρωσιν κενουμένων ἑδρῶν.

Ἄρθρον 22

1. Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκλέγονται διὰ περίοδον 6 ἐτῶν, εἶναι δὲ ἐπανεκλέξιμα. Ἐν τούτοις, ἡ θητεία ἑπτὰ ἐκ τῶν αναδεικνυομένων μετὰ τὴν πρώτην ἐκλογὴν μελῶν θὰ λήξῃ μετὰ τριετίαν.

2. Τὰ μέλη τῶν ὁποίων ἡ θητεία θὰ λήξῃ εἰς τὸ τέλος τῆς ἀρχικῆς περιόδου τῶν τριῶν ἐτῶν, θὰ ὁρισθοῦν διὰ κληρώσεως γενομένης ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἀμέσως μετὰ τὴν διεξαγωγὴν τῆς πρώτης ἐκλογῆς.

3. Τὸ μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς, τὸ ὁποῖον ἐκλέγεται εἰς ἀναπλήρωσιν μέλους τοῦ ὁποίου ἡ θητεία δὲν ἔληξε, συμπληρώνει τὴν περίοδον τῆς θητείας τοῦ προκατόχου του.

4. Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς παραμένουν ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἀντικαταστάσεώς των. Μετὰ τὴν ἀντικατάστασίν των, ἐξακολουθοῦν νὰ χειρίζωνται τὰς ὑποθέσεις, τῶν ὁποίων εἶχον ἤδη ἐπιληφθῆ.

Ἄρθρον 23

Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς λαμβάνουν μέρος εἰς τὰς συνεδριάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς ὑπὸ τὴν ἀτομικὴν των ἰδιότητα.

Ἄρθρον 24

Ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος δύναται νὰ φέρῃ ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης οἱανδήποτε παράβασιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, διὰ τὴν ὁποίαν ἤθελε θεωρήσῃ ὑπεύθυνον ἕτερον ὑψηλὸν συμβαλλόμενον μέρος.

Ἄρθρον 25

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται ἐπίσης νὰ ἐπιληφθῇ αἰτήσεων ὑποβαλλομένων εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ὑπὸ παντὸς φυσικοῦ προσώπου, μὴ κυβερνητικῆς ὀργανώσεως ἢ ὁμάδος ἀτόμων, οἱ ὁποῖοι διατείνονται ὅτι εἶναι θύματα παραβιάσεως παρ' ἑνὸς τῶν ὑψηλῶν συμβαλλομένων μερῶν τῶν ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει, ἀναγνωριζομένων δικαιωμάτων, εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν τὸ ἐνοχοποιούμενον ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος ἤθελε δηλώσει ὅτι ἀναγνωρίζει τὴν ἁρμοδιότητα τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ τοῦ θέματος. Τὰ ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη, ὑπογράφοντα τοιαύτην δήλωσιν, ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως κατ' οὐδένα τρόπον παρακωλύωσι τὴν πραγματικὴν ἄσκησιν τοῦ δικαιώματος τούτου.

2. Αἱ δηλώσεις αὗται δύνανται νὰ γίνουν δι' ὡρισμένην χρονικὴν περίοδον.

3. Αὗται ἐπιδίδονται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου Εὐρώπης, ὅστις διαβιβάζει ἀντίγραφα τούτων εἰς τὰ ἕτερα Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ ἐξασφαλίζει τὴν δημοσίευσίν των.

4. Ἡ Ἐπιτροπὴ δὲν θέλει ἀσκήσει τὴν χορηγουμένην αὐτῇ διὰ τοῦ παρόντος ἄρθρου ἁρμοδιότητα ἢ ὅταν ἓξ τουλάχιστον Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἔχωσι συμβληθῇ διὰ τῆς δηλώσεως περὶ ἧς αἱ προηγούμεναι παράγραφοι.

Ἄρθρον 26

Ἡ Ἐπιτροπὴ δὲν δύναται νὰ ἐπιληφθῇ τῆς ὑποθέσεως εἰ μὴ κατόπιν ἐξαντλήσεως τῶν ἐσωτερικῶν ἐνδίκων μέσων συμφώνως πρὸς τοὺς γενικῶς παραδεδεγμένους κανόνας διεθνοῦς δικαίου καὶ ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἐξεδόθη ἡ ἐσωτερικὴ τελεσίδικος ἀπόφασις.

Ἄρθρον 27

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ δὲν θὰ ἐπιληφθῇ οὐδεμιᾶς αἰτήσεως ὑποβληθείσης συνωδᾷ τῷ ἄρθρῳ 25, ἐάν :

(α) εἶναι ἀνώνυμος.

(β) εἶναι οὐσιαστικῶς ὁμοία πρὸς αἴτησιν προηγουμένως ἐξετασθεῖσαν ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ ἤδη ὑποβληθεῖσαν εἰς ἑτέραν διαδικασίαν διεθνοῦς ἐρεύνης ἢ τακτοποιήσεως καὶ ἐὰν δὲν περιέχῃ νέα γεγονότα.

2. Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ θεωρήσῃ ὡς ἀπαράδεκτον πᾶσαν αἴτησιν ὑποβληθεῖσαν κατὰ τὸ ἄρθρον 25, ἐὰν θεωρήσῃ ὅτι ἡ αἴτησις εἶναι ἀσυμβίβαστος πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐκδήλως ἀβάσιμος ἢ παράνομος.

3. Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ ἀπορρίψῃ πᾶσαν αἴτησιν τὴν ὁποίαν θεωρεῖ ἀπαράδεκτον κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 26.

Ἄρθρον 28

Ἐν ᾗ περιπτώσει ἡ Ἐπιτροπὴ ἀποδεχθῇ τὴν αἴτησιν :

(α) θὰ προβῇ ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐξακριβώσεως τῶν γεγονότων εἰς κατ' ἀντιμωλίαν ἐξέτασιν τῆς αἰτήσεως μετὰ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν μερῶν καί, ἐν ἀνάγκῃ, εἰς ἔρευναν διὰ τὴν ἀποτελεσματικὴν διεξαγωγὴν τῆς ὁποίας τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη θὰ παράσχωσιν πάσας τὰς ἀναγκαίας εὐκολίας, κατόπιν ἀνταλλαγῆς ἀπόψεων μετὰ τῆς Ἐπιτροπῆς.

(β) θὰ τεθῇ εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἐνδιαφερομένων ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐπιτεύξεως φιλικοῦ διακανονισμοῦ τῆς ὑποθέσεως ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ σεβασμοῦ τῶν ἀνθρωπίνων δικαιωμάτων ὡς ταῦτα καθορίζονται ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει.

Ἄρθρον 29

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐκπληροῖ τὰ προβλεπόμενα ἐν τῷ ἄρθρῳ 28 καθήκοντα μέσῳ ὑποεπιτροπῆς ἀπαρτιζομένης ἐξ ἑπτὰ μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

2. Ἕκαστος τῶν ἐνδιαφερομένων δύναται νὰ ὑποδείξῃ ἓν μέλος τῆς ἐκλογῆς του ὅπως ἀποτελέσῃ μέρος τῆς ὑποεπιτροπῆς.

3. Τὰ ἄλλα μέλη ὑποδεικνύονται διὰ κληρώσεως συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ τῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρον 30

Ἐὰν κατορθώσῃ νὰ ἐπιτύχῃ φιλικὸν διακανονισμόν, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 28, ἡ ὑποεπιτροπὴ συντάσει ἔκθεσιν, ἡ ὁποία διαβιβάζεται πρὸς δημοσίευσιν εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη, τὴν Ἐπιτροπὴν Ὑπουργῶν καὶ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Ἡ ἔκθεσις περιορίζεται εἰς βραχεῖαν περιγραφὴν τῶν γεγονότων καὶ τῆς ἐπιτευχθείσης λύσεως.

Ἄρθρον 31

1. Ἐὰν δὲν ἐπιτευχθῇ τοιαύτη λύσις ,ἡ Ἐπιτροπὴ συντάσσει ἔκθεσιν, ἐν τῇ ὁποίᾳ διαπιστοῖ τὰ γεγονότα καὶ διατυπώνει τὴν γνώμην της ἐπὶ τοῦ ἐὰν τὰ διαπιστωθέντα γεγονότα ἀποκαλύπτουν παραβίασιν ἐκ μέρους τοῦ ἐνδιαφερομένρυ Κράτους τῶν ὑποχρεώσεων του κατὰ τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως. Αἱ γνῶμαι ὅλων τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ τοῦ σημείου τούτου δύνανται νὰ διατυπωθῶσι ἐν τῇ ἐκθέσει ταύτῃ.

2. Ἡ ἔκθεσις διαβιβάζεται πρὸς τὴν Ἐπιτροπὴν Ὑπουργῶν, κοινοποιεῖται ὡσαύτως εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη, τὰ ὁποῖα ὅμως δὲν θὰ ἔχωσι δικαίωμα νὰ τὴν δημοσιεύσωσι.

3. Κατὰ τὴν διαβίβασιν τῆς ἐκθέσεως εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Ὑπουργῶν, ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ διατυπώσῃ τὰς προτάσεις τὰς ὁποίας θεωρεῖ καταλλήλους.

Ἄρθρον 32

1. Ἐάν, ἐντὸς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς διαβιβάσεως τῆς ἐκθέσεως τῆς Ἐπιτροπῆς πρὸς τὴν Ἐπιτροπὴν Ὑπουργῶν, ἡ ὑπόθεσις δὲν παραπεμφθῇ εἰςτὸ Δικαστήριον κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 48 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἡ Ἐπιτροπὴ Ὑπουργῶν ἀποφασίζει, διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν δικαιουμένων νὰ συμμετέχωσι τῆς Ἐπιτροπῆς ἀντιπροσώπων ἐπὶ τοῦ ζητήματος ἐὰν ὑπῆρξεν ἢ ὄχι παραβίασις τῆς Συμβάσεως.

2. Ἐν καταφατικῇ περιπτώσει, ἡ Ἐπιτροπὴ Ὑπουργῶν καθορίζει προθεσμίαν ἐντὸς τῆς ὁποίας τὸ ἐνδιαφερόμενον ὑψηλὸν συμβαλλόμενον μέρος ὀφείλει νὰ λάβῃ τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα συνεπάγεται ἡ ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς Ὑπουργῶν.

3. Ἐὰν τὸ ἐνδιαφερόμενον ὑψηλὸν συμβαλλόμενον μέρος δὲν λάβῃ ἱκανοποιητικὰ μέτρα ἐντὸς τῆς ταχθείσης προθεσμίας ἡ Ἐπιτροπὴ Ὑπουργῶν δίδει εἰς τὴν ἀρχικὴν ἀπόφασιν της, διὰ τῆς προβλεπομένης ἐν τῇ ἄνω παραγράφῳ (1) πλειοψηφίας, τὴν ἐνδεικνυομένην συνέχειαν καὶ προβαίνει εἰς δημοσίευσιν τῆς ἐκθέσεως.

4. Τὰ ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ θεωρῶσιν ὡς ὑποχρεωτικὴν δι' αὐτὰ πᾶσαν ἀπόφασιν τὴν ὁποίαν ἡ 'Επιτροπὴ τῶν 'Υπουργῶν θὰ ἐλάμβανε κατ' ἐφαρμογὴν τῶν προηγουμένων παραγράφων.

"Αρθρον 33

'Η 'Επιτροπὴ συνεδριάζει κεκλεισμένων τῶν θυρῶν.

"Αρθρον 34

Αἱ ἀποφάσεις τῆς 'Επιτροπῆς λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν παρόντων καὶ ψηφιζόντων μελῶν, αἱ ἀποφάσεις τῆς ὑπο-ἐπιτροπῆς λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν μελῶν της.

"Αρθρον 35

'Η 'Επιτροπὴ συνέρχεται ὅταν αἱ περιστάσεις ἀπαιτοῦν τοῦτο. Συγκαλεῖται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

"Αρθρον 36

'Η 'Επιτροπὴ καταρτίζει τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν της.

"Αρθρον 37

'Η Γραμματεία τῆς 'Επιτροπῆς θὰ παρασχεθῇ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

ΜΕΡΟΣ IV

"Αρθρον 38

Τὸ Εὐρωπαϊκὸν Δικαστήριον ἀνθρωπίνων δικαιωμάτων ἀπαρτίζεται ὑπὸ ἀριθμοῦ δικαστῶν ἴσου πρὸς ἐκεῖνον τῶν Μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Δὲν ἐπιτρέπεται νὰ συμπεριλάβῃ πλέον τοῦ ἑνὸς ὑπηκόου τοῦ αὐτοῦ Κράτους.

"Αρθρον 39

1. Τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου ἐκλέγονται ὑπὸ τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως, κατὰ πλειοψηφίαν τῶν ψηφιζόντων, ἐκ πίνακος ὑποψηφίων ὑποβαλλομένου ὑπὸ τῶν Μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἕκαστον τῶν ὁποίων θὰ ὑποδείξῃ τρεῖς ὑποψηφίους, ἐξ ὧν τοὐλάχιστον οἱ δύο θὰ εἶναι τῆς ἐθνικότητός του.

2. 'Εν ᾧ μέτρῳ εἶναι ἐφαρμοστέα, ἡ αὐτὴ διαδικασία ἀκολουθεῖται διὰ τὴν συμπλήρωσιν τοῦ Δικαστηρίου εἰς περίπτωσιν εἰσδοχῆς τῶν μελῶν εἰς τὸ Συμβούλιον τῆς Εὐρώπης καὶ διὰ τὴν συμπλήρωσιν χηρευσασῶν ἑδρῶν.

3. Οἱ ὑποψήφιοι δέον νὰ χαίρωσιν τῆς ὑψηλοτέρας ἠθικῆς ἐκτιμήσεως καὶ νὰ κατέχωσι τὰ ἀπαιτούμενα προσόντα πρὸς ἄσκησιν ὑψηλῶν δικαστικῶν καθηκόντων ἢ νὰ ὦσι νομοδιδάσκαλοι ἀνεγνωρισμένης αὐθεντίας.

"Αρθρον 40

1. Τὰ μέλη τοῦ δικαστηρίου ἐκλέγονται, διὰ περίοδον 9 ἐτῶν, Εἶναι ἐπανεκλέξιμα.

Πάντως, τὰ καθήκοντα τεσσάρων ἐκ τῶν διοριζομένων κατὰ τὴν πρώτην ἐκλογὴν μελῶν θὰ τερματισθῶσι μετὰ τρία ἔτη τὰ καθήκοντα ἑτέρων τεσσάρων μελῶν θὰ τερματισθῶσι μετὰ ἓξ ἔτη.

2. Τὰ μέλη τῶν ὁποίων τὰ καθήκοντα θὰ τερματισθῶσι μετὰ τὰς ἀρχικὰς περιόδους τῶν τριῶν καὶ ἓξ ἐτῶν, ὁρίζονται διὰ κληρώσεως λαμβανούσης χώραν ἐπιμελείᾳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἀμέσως μετὰ τὴν διεξαγωγὴν τῆς πρώτης ἐκλογῆς.

3. Τὸ μέλος τοῦ Δικαστηρίου ὅπερ ἐκλέγεται εἰς ἀντικατάστασιν μέλους οὗτινος ἡ ἐντολὴ δὲν ἔχει ἐκπνεύσει ἀποπερατώνει τὴν περίοδον τῆς ἐντολῆς τοῦ προκατόχου του,

4. Τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου παραμένουν ἐν τῇ ὑπηρεσίᾳ μέχρις ἀντικαταστάσεώς των. Μετὰ τὴν ἀντικατάστασίν των ταῦτα θὰ συνεχίσωσι τὴν διεκπαιρέωσιν τῶν εἰς χεῖρας των ἐκκρεμουσῶν ὑποθέσεων.

"Αρθρον 41

Τὸ Δικαστήριον προβαίνει εἰς τὴν ἐκλογὴν τοῦ Προέδρου καὶ 'Αντιπροέδρου του διὰ διάρκειαν τριῶν ἐτῶν. Οὗτοι θὰ εἶναι ἐπανεκλέξιμοι.

"Αρθρον 42

Τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου λαμβάνουν ἀποζημίωσιν δι' ἑκάστην ἡμέραν ἀπασχολήσεως, ἡ ὁποία θὰ ὁρισθῇ ὑπὸ τῆς 'Επιτροπῆς 'Υπουργῶν.

"Αρθρον 43

Διὰ τὴν ἐξέτασιν ἑκάστης ὑποθέσεως ἡ ὁποία φέρεται ἐνώπιόν του, τὸ Δικαστήριον συγκροτεῖται ἐκ Τμήματος ἀπαρτιζομένου ἐξ ἑπτὰ δικαστῶν. Θὰ συμμετέχωσιν αὐτοδικαίως ὁ δικαστὴς τῆς ἐθνικότητος ἑκάστου ἐνδιαφερομένου Κράτους, ἤ, ἐλλείψει τοιούτου, πρόσωπον τῆς ἐκλογῆς του, ὅπως παρακαθήσῃ ὡς δικαστής, τὰ ὀνόματα τῶν ὑπολοίπων δικαστῶν κληρώνονται ἐπιμελείᾳ τοῦ Προέδρου πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐξετάσεως τῆς ὑποθέσεως.

"Αρθρον 44

Μόνον τὰ ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη καὶ ἡ 'Επιτροπὴ θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα παρουσίας πρὸ τοῦ Δικαστηρίου.

"Αρθρον 45

'Η ἁρμοδιότης τοῦ Δικαστηρίου ἐπεκτείνεται ἐφ' ὅλων τῶν ὑποθέσεων, αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν εἰς τὴν ἑρμηνείαν καὶ ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τὰς ὁποίας τὰ ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη ἢ ἡ 'Επιτροπὴ θὰ τῷ παραπέμπωσι συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ "Αρθρου 48.

"Αρθρον 46

1. "Εκαστον τῶν ὑψηλῶν συμβαλλομένων μερῶν δύναται εἰς οἱανδήποτε στιγμήν, νὰ δηλώσῃ ὅτι ἀναγνωρίζει ὡς ὑποχρεωτικὴν αὐτοδικαίως καὶ ἄνευ εἰδικῆς συμφωνίας, τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ Δικαστηρίου ἐπὶ πασῶν τῶν ἀφορωσῶν τὴν ἑρμηνείαν καὶ ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὑποθέσεων.

2. Αἱ ἀνωτέρω, ἀναφερόμεναι δηλώσεις δύναται νὰ γίνωσιν ἄνευ ὅρων, ἢ ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἀμοιβαιότητος ἐκ μέρους πολλῶν ἢ ὡρισμένων ἐκ τῶν ἑτέρων συμβαλλομένων μερῶν, ἢ δι' ὡρισμένον χρονικὸν διάστημα.

3. Αἱ δηλώσεις αὗται κατατίθενται παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς 'Επιτροπῆς, ὁ ὁποῖος θὰ διαβιβάζῃ ἀντίγραφον αὐτῶν εἰς τὰ ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη.

"Αρθρον 47

Τὸ Δικαστήριον δὲν δύναται νὰ ἐπιληφθῇ ὑποθέσεως εἰμὴ μετὰ τὴν διαπίστωσιν ὑπὸ τῆς 'Επιτροπῆς τῆς ἀποτυχίας φιλικοῦ διακανονισμοῦ καὶ ἐντὸς τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 32 τριμήνου προθεσμίας.

"Αρθρον 48

'Υπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ ἐνδιαφερόμενον ὑψηλὸν συμβαλλόμενον μέρος, ἐὰν εἶναι ἓν μόνον, ἢ τὰ ἐνδιαφερόμενα ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη, ἐὰν εἶναι πλειότερα τοῦ ἑνός, ὑπόκεινται εἰς τὴν ὑποχρεωτικὴν δικαιοδοσίαν τοῦ Δικαστηρίου ἢ ἐλλείψει τούτου, μὲ τὴν συγκατάθεσιν καὶ συναίνεσιν τοῦ ἐνδιαφερομένου μέρους, ἐὰν εἶναι ἕν, ἢ τῶν ἐνδιαφερομένων ὑψηλῶν συμβαλλομένων μερῶν ἐὰν εἶναι πλειότερα τοῦ ἑνός, τὸ Δικαστήριον δύναται νὰ ἐπιληφθῇ ὑποθέσεως παραπεμφθείσης αὐτῷ :

α) ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς.
β) τοῦ ὑψηλοῦ συμβαλλομένου μέρους τοῦ ὁποίου τὸ θῦμα εἶναι ὑπήκοος.
γ) τοῦ ὑψηλοῦ συμβαλλομένου μέρους τὸ ὁποῖον ἔφερε τὴν ὑπόθεσιν ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς.
δ) τοῦ ὑψηλοῦ συμβαλλομένου μέρους κατὰ τοῦ ὁποίου διετυπώθη ἡ κατηγορία,

Ἄρθρον 49

Ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεως τῆς ἁρμοδιότητος τοῦ Δικαστηρίου, τὸ Δικαστήριον ἀποφασίζει.

Ἄρθρον 50

Ἐὰν ἡ ἀπόφασις τοῦ Δικαστηρίου κρίνῃ ὅτι ἀπόφασις ληφθεῖσα ἢ μέτρον διαταχθὲν ὑπὸ δικαστικῆς ἢ πάσης ἄλλης Ἀρχῆς συμβαλλομένου μέρους ἀντίκειται ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει πρὸς τὰς ἀπορρεούσας ἐκ τῆς παρούσης Συμβάσεως ὑποχρεώσεις, καὶ ἐὰν τὸ ἐσωτερικὸν δίκαιον τοῦ ἐν λόγῳ μέρους δὲν ἐπιτρέπει εἰμὴ τὴν ἀτελῆ ἐπανόρθωσιν τῶν συνεπειῶν τῆς ἀποφάσεως ταύτης ἢ τοῦ μέτρου τούτου, ἡ ἀπόφασις τοῦ Δικαστηρίου χορηγεῖ, ἐν ἀνάγκῃ, εἰς τὸ ἀδικηθὲν μέρος δικαίαν ἱκανοποίησιν.

Ἄρθρον 51

1. Ἡ ἀπόφασις τοῦ Δικαστηρίου εἶναι ἠτιολογημένη.
2. Ἐὰν ἡ ἀπόφασις δὲν ἐκφράζῃ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τὴν ὁμόφωνον γνώμην τῶν δικαστῶν ἕκαστος δικαστὴς θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἐκφέρῃ ἐν αὐτῇ τὴν ἀτομικήν του γνώμην.

Ἄρθρον 52

Ἡ ἀπόφασις τοῦ Δικαστηρίου εἶναι τελεσίδικος.

Ἄρθρον 53

Τὰ ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ συμμορφωθῶσι πρὸς τὰς ἀποφάσεις τοῦ Δικαστηρίου ἐπὶ τῶν διαφορῶν ἐν ταῖς ὁποίαις εἶναι διάδικοι.

Ἄρθρον 54

Ἡ ἀπόφασις τοῦ Δικαστηρίου διαβιβάζεται πρὸς τὴν Ἐπιτροπὴν Ὑπουργῶν, ἡ ὁποία ἐπιβλέπει τὴν ἐκτέλεσίν της.

Ἄρθρον 55

Τὸ Δικαστήριον συντάσσει τὸν κανονισμὸν καὶ καθορίζει τὴν δικονομίαν του.

Ἄρθρον 56

1. Ἡ πρώτη ἐκλογὴ τῶν μελῶν τοῦ Δικαστηρίου θὰ λάβῃ χώραν ἀφοῦ αἱ ἐν ἄρθρῳ 46 ἀναφερόμεναι δηλώσεις τῶν ὑψηλῶν συμβαλλομένων μερῶν συμπληρώσωσι τὸν ἀριθμὸν τῶν ὀκτώ.
2. Τὸ Δικαστήριον δὲν δύναται νὰ συνέλθῃ πρὸ τῆς ἐκλογῆς ταύτης.

ΜΕΡΟΣ V

Ἄρθρον 57

Ἡ Κυβέρνησις παντὸς συμβαλλομένου μέρους θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως παράσχῃ κατόπιν αἰτήσεως τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τὰς ἀπαιτουμένας ἐξηγήσεις ἐπὶ τοῦ τρόπου κατὰ τὸν ὁποῖον τὸ ἐσωτερικὸν αὐτοῦ δίκαιον ἐξασφαλίζει τὴν ἀποτελεσματικὴν ἐφαρμογὴν οἱασδήποτε ἐκ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 58

Τὰ ἔξοδα τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τοῦ Δικαστηρίου θὰ εἶναι εἰς βάρος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 59

Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τοῦ Δικαστηρίου χαίρουν, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐκτελέσεως τῶν καθηκόντων των, τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν προβλεπομένων ἐν ἄρθρῳ 40 τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης καὶ ταῖς συναφθείσαις, δυνάμει τοῦ ἄρθρου τούτου, Συμφωνίαις.

Ἄρθρον 60

Οὐδεμία τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως δύναται νὰ ἑρμηνευθῇ ὡς περιορίζουσα ἢ ἀναιροῦσα τὰ δικαιώματα τοῦ ἀνθρώπου καὶ θεμελιώδεις ἐλευθερίας τὰ ὁποῖα τυχὸν ἀναγνωρίζονται συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους οἱουδήποτε τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἢ πρὸς πᾶσαν ἄλλην Σύμβασιν τὴν ὁποίαν ταῦτα ἔχουν ὑπογράψει.

Ἄρθρον 61

Οὐδεμία τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐπηρεάζει τὴν χορηγηθεῖσαν τῇ Ἐπιτροπῇ Ὑπουργῶν ὑπὸ τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἐξουσίαν.

Ἄρθρον 62

Τὰ ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀμοιβαίως παραιτοῦνται τοῦ δικαιώματος, ἐξαιρέσει προκειμένου περὶ εἰδικῆς συμφωνίας, ὅπως ἐπικαλεσθῶσι συνθήκας, συμβάσεις, ἢ δηλώσεις, μεταξὺ αὐτῶν ὑπαρχούσας, ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὑποβολῆς, δυνάμει αἰτήσεως, διαφορᾶς δημιουργηθείσης ἐκ τῆς ἑρμηνείας ἢ ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως, εἰς τρόπον διακανονισμοῦ διάφορον τοῦ ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει προβλεπομένου.

Ἄρθρον 63

1. Πᾶν Κράτος δύναται κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐπικυρώσεως ἢ ἀνὰ πᾶσαν ἀκολουθοῦσαν στιγμήν, νὰ δηλώσῃ διὰ κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἔχῃ ἐφαρμογὴν εἰς ὅλα τὰ ἐδάφη ἢ εἰς ἓν οἱονδήποτε τῶν ἐδαφῶν ὧν ἔχει τὴν διεθνῆ ἐκπροσώπησιν.
2. Ἡ Σύμβασις θὰ ἔχῃ ἐφαρμογὴν ὡς πρὸς τὸ ἔδαφος ἢ τὰ ἐδάφη ἅτινα θὰ καθορίζωνται εἰς τὴν κοινοποίησιν ἀπὸ τῆς τριακοστῆς ἡμέρας ἥτις θὰ ἕπεται τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου Εὐρώπης θὰ ἔχῃ λάβῃ τὴν κοινοποίησιν.
3. Εἰς τὰ ρηθέντα ἐδάφη αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ἐφαρμόζωνται λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν τοπικῶν ἀναγκῶν.
4. Πᾶν Κράτος προβὰν εἰς δήλωσιν συμφώνως πρὸς τὴν πρώτην παράγραφον τοῦ ἄρθρου τούτου δύναται, ἀνὰ πᾶσαν ἀκολουθοῦσαν στιγμήν, νὰ δηλώσῃ ἐν σχέσει πρὸς ἓν ἢ πλείονα τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν δήλωσιν ταύτην ἐδαφῶν ὅτι δέχεται τὴν ἁρμοδιότητα τῆς Ἐπιτροπῆς νὰ ἐπιλαμβάνηται τῶν αἰτήσεων φυσικῶν προσώπων, μὴ κυβερνητικῶν ὀργανώσεων ἢ ὁμάδων ἀτόμων, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 25 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 64

1. Πᾶν Κράτος, δύναται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως αὐτῆς, νὰ διατυπώσῃ ἐπιφύλαξιν ὡς πρὸς εἰδικήν τινα διάταξιν τῆς Συμβάσεως, ἐφ' ὅσον νόμος τις ἰσχύων κατὰ τὴν στιγμὴν ἐκείνην ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του εἶναι ἀσύμφωνος πρὸς τὴν ρηθεῖσαν διάταξιν. Αἱ ἐπιφυλάξεις γενικῆς φύσεως δὲν ἐπιτρέπονται κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου.
2. Πᾶσα ἐπιφύλαξις διατυπουμένη συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον συνεπάγεται βραχεῖαν ἔκθεσιν τοῦ σχετικοῦ νόμου.

Ἄρθρον 65

1. Ὑψηλόν τι συμβαλλόμενον μέρος δὲν δικαιοῦται νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν εἰμὴ μετὰ τὴν λῆξιν πενταετίας ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμβάσεως σχετικῶς πρὸς αὐτό, καὶ κατόπιν προειδοποιήσεως ἓξ μηνῶν, διδομένης διὰ κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ὁ ὁποῖος εἰδοποιεῖ σχετικῶς τὰ ἄλλα συμβαλλόμενα μέρη.
2. Ἡ καταγγελία αὕτη δὲν δύναται νὰ ἔχῃ ὡς ἀποτέλεσμα νὰ ἀπαλλάξῃ τὸ ἐνδιαφερόμενον ὑψηλὸν συμβαλλόμενον μέρος

τῶν περιλαμβανομένων ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει ὑποχρεώσεων ἀναφορικῶς πρὸς πᾶσαν πρᾶξιν δυναμένην νὰ ἀποτελέσῃ παραβίασιν τῶν ὑποχρεώσεων τούτων καὶ λαβοῦσαν χώραν πρὸ τῆς ἡμερομηνίας κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ καταγγελία θὰ ἐτίθετο ἐν ἐφαρμογῇ.

3. Ὑπὸ τὴν αὐτὴν ἐπιφύλαξιν, πᾶν συμβαλλόμενον μέρος, τὸ ὁποῖον θὰ ἔπαυε νὰ ἀποτελῇ μέρος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, θὰ ἔπαυε νὰ ἀποτελῇ μέρος τῆς παρούσης Συμβάσεως.

4. Ἡ Σύμβασις δύναται νὰ καταγγελθῇ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν προηγουμένων παραγράφων, ἐν σχέσει πρὸς ἐδάφη εἰς τὰ ὁποῖα ἐδηλώθη ὅτι ἐφαρμόζεται κατὰ τὸ ἄρθρον 63.

Ἄρθρον 66

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ εἶναι ἀνοικτὴ εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῶν Κρατῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, θὰ ὑποβληθῇ δὲ εἰς κύρωσιν. Αἱ κυρώσεις θὰ κατατεθῶσι εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματείαν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν κατάθεσιν δέκα ὀργάνων κυρώσεως.

3. Σχετικῶς πρὸς πᾶν μέρος τὸ ὁποῖον ἤθελε τὴν κυρώσῃ μεταγενεστέρως, ἡ Σύμβασις θὰ τεθῃ ἐν ἰσχύϊ ἅμα τῇ καταθέσει τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως.

4. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου Εὐρώπης θὰ κοινοποιήσῃ πρὸς ἅπαντα τὰ Μέλη τοῦ Συμβουλίου Εὐρώπης τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς Συμβάσεως, τὰ ὀνόματα τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἅτινα θὰ τὴν ἔχωσι ἐπικυρώσει, ὡς καὶ τὴν κατάθεσιν παντὸς ὀργάνου ἐπικυρώσεως λαμβάνουσαν χώραν μεταγενεστέρως.

Ἐγένετο ἐν Ρώμῃ τὴν 4ην Νοεμβρίου 1950 εἰς Γαλλικὴν καὶ ἀγγλικήν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν, καὶ εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον ὅπερ, θέλει κατατεθεῖ εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου Εὐρώπης.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει ἀποστείλει κεκυρωμένα ἀντίγραφα πρὸς ἅπαντας τοὺς Συμβαλλομένους.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Εἰς τὴν Σύμβασιν περὶ προασπίσεως τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου καὶ τῶν θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν.

Αἱ Συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις, Μέλη τοῦ Συμβουλίου Εὐρώπης,

ἀποφασισμέναι ὅπως λάβωσι τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα πρὸς διασφάλισιν τῆς συλλογικῆς ἐγγυήσεως δικαιωμάτων καὶ ἐλευθεριῶν πέραν τῶν ἤδη ἀναφερομένων εἰς τὸ Κεφάλαιον Ι τῆς Συμβάσεως περὶ προασπίσεως τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου καὶ τῶν θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν, ἥτις ὑπεγράφη ἐν Ρώμῃ τὴν 4ην Νοεμβρίου 1950 (κατωτέρω κατονομαζομένης «ἡ Σύμβασις»).

Συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

Ἄρθρον 1

Πᾶν φυσικὸν ἢ νομικὸν πρόσωπον δικαιοῦται σεβασμοῦ τῆς περιουσίας του. Οὐδεὶς δύναται νὰ στερηθῇ τῆς ἰδιοκτησίας αὐτοῦ εἰμὴ διὰ λόγους δημοσίας ὠφελείας καὶ ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους, ὑπὸ τοῦ νόμου καὶ τῶν γενικῶν ἀρχῶν τοῦ διεθνοῦς δικαίου ὅρους.

Αἱ προαναφερόμεναι διατάξεις δὲν θίγουσι τὸ δικαίωμα παντὸς Κράτους ὅπως θέσῃ ἐν ἰσχύϊ Νόμους οὓς ἤθελε κρίνει ἀναγκαῖον πρὸς ρύθμισιν τῆς χρήσεως ἀγαθῶν συμφώνως πρὸς τὸ δημόσιον συμφέρον ἢ πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς καταβολῆς φόρων ἢ ἄλλων εἰσφορῶν ἢ προστίμων.

Ἄρθρον 2

Οὐδεὶς δύναται νὰ στερηθῇ τοῦ δικαιώματος ὅπως ἐκπαιδευθῇ. Πᾶν Κράτος ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν ἀναλαμβανομένων ὑπ' αὐτοῦ καθηκόντων ἐπὶ τοῦ πεδίου τῆς μορφώσεως καὶ τῆς ἐκπαιδεύσεως θὰ σέβεται τὸ δικαίωμα τῶν γονέων ὅπως ἐξασφαλίζωσι τὴν μόρφωσιν καὶ ἐκπαίδευσιν ταύτην συμφώνως πρὸς τὰς ἰδίας αὐτῶν θρησκευτικὰς καὶ φιλοσοφικὰς πεποιθήσεις.

Ἄρθρον 3

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουσι τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως διενεργῶσι, κατὰ λογικὰ διαστήματα, ἐλευθέρας μυστικὰς ἐκλογάς, ὑπὸ συνθήκας ἐπιτρεπούσας τὴν ἐλευθέραν ἔκφρασιν τῆς λαϊκῆς θελήσεως ὡς πρὸς τὴν ἐκλογὴν τοῦ νομοθετικοῦ σώματος.

Ἄρθρον 4

Πᾶν Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς ἢ τῆς ἐπικυρώσεως τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἢ καθ' οἱανδήποτε στιγμὴν ἀκολούθως νὰ κοινοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου Εὐρώπης δήλωσιν ἐμφαίνουσαν ἐν τίνι μέτρῳ ἀναλαμβάνει ὑποχρεώσεις ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἐπὶ ὡρισμένων ἐδαφῶν καθοριζομένων εἰς τὴν ρηθεῖσαν δήλωσιν καὶ τῶν ὁποίων ἔχει τοῦτο τὴν διεθνῆ ἐκπροσώπησιν.

Ἕκαστον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Κράτος ὅπερ ἤθελε κοινοποιήσει δήλωσιν, δυνάμει τῆς προηγουμένης παραγράφου, δύναται, ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρόν, νὰ κοινοποιῇ νέας δηλώσεις τροποποιούσας τὸ περιεχόμενον πάσης ἄλλης προηγουμένης δηλώσεως αὐτοῦ ἢ θετούσης τέρμα εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἐπὶ ἐδάφους τινος.

Πᾶσα δήλωσις γενομένη συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον θὰ θεωρῆται ὡς γενομένη συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 63 τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 5

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θέλουσι θεωρῇ τὰ ἄρθρα 1,2,3 καὶ 4 τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ὡς ἄρθρα πρόσθετα εἰς τὴν Σύμβασιν καὶ ἅπασαι αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως θὰ ἐφαρμόζωνται ἀναλόγως.

Ἄρθρον 6

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον εἶναι ἀνοικτὸν εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῶν Μελῶν τοῦ Συμβουλίου Εὐρώπης ἅτινα ἔχουσι ὑπογράψει τὴν Σύμβασιν· τοῦτο θέλει κυρωθῇ ὁμοῦ μετὰ τῆς Συμβάσεως ἢ μετὰ τὴν κύρωσιν αὐτῆς καὶ θέλει ἰσχύσει μετὰ τὴν κατάθεσιν δέκα ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Τὸ Πρωτόκολλον θέλει ἰσχύσει διὰ πάντα Συμβαλλόμενον ὅστις ἤθελε ἐπικυρώσει τοῦτο μεταγενεστέρως, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς καταθέσεως ὑπ' αὐτοῦ τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως.

Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως θέλουσι κατατίθεσθαι παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου Εὐρώπης ὅστις θὰ κοινοποιῇ πρὸς ἅπαντα τὰ Μέλη τὰ ὀνόματα τῶν ἐπικυρούντων αὐτό.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις, τὴν 20ην Μαρτίου 1952, εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον κατατιθέμενον εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου Εὐρώπης. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει ἀποστείλει κεκυρωμένα ἀντίγραφα αὐτῶν εἰς ἑκάστην τῶν Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου :
PAUL VAN ZEELAND

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Δανιμαρκίας :
OLE BJOERN KRAFT

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας :
SCHUMAN

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Γερμανικῆς Δημοκρατίας
ADENAUER

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
Ρ. ΡΑΦΑΗΛ

Κατά τήν στιγμήν τῆς ὑπογραφῆς τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, ἡ Ἑλληνική Κυβέρνησις, δυνάμει τοῦ ἄρθρου 64 τῆς ρηθείσης Συμβάσεως, προβαίνει εἰς τήν διατύπωσιν τῆς ἀκολούθου ἐπιφυλάξεως ὡς πρός τό ἄρθρον 2 τοῦ Πρωτοκόλλου: Ἡ λέξις «φιλοσοφικάς» ἥτις εὑρίσκεται εἰς τό τέλος τῆς δευτέρας παραγράφου τοῦ ἄρθρου 2 θά ἔχῃ ἐν Ἑλλάδι ἐφαρμογήν συμφώνως πρός τάς σχετικάς διατάξεις τῆς ἐσωτερικῆς αὐτῆς νομοθεσίας.

Διά τήν Κυβέρνησιν τῆς Ἰσλανδικῆς Δημοκρατίας
PETUR BENEDIKTSSON

Διά τήν Κυβέρνησιν τῆς Ἰρλανδικῆς Δημοκρατίας
PROINSIAS MAC AOGAIN

Διά τήν Κυβέρνησιν τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας
PAOLO EMILIO TAVIANI

Διά τήν Κυβέρνησιν τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου
JOS. BECH

Διά τήν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν
STIKKER

Διά τήν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας
HALVARD LANGE

Διά τήν Κυβέρνησιν τοῦ Σάαρ
JOHANNES HOFFMANN

Διά τήν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας
OSTEN UNDEN

Διά τήν Κυβέρνησιν τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας
F. KÖPRÜLÜ

Διά τήν Κυβέρνησιν τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καί τῆς Βορείου Ἰρλανδίας
ANTHONY EDEN

Ἄρθρον δεύτερον

Ἡ ἰσχύς τῆς κυρουμένης Συμβάσεως καί τοῦ Προσθέτου εἰς αὐτήν Πρωτοκόλλου ἄρχεται, συμφώνως τῇ παραγράφῳ 3 τοῦ ἄρθρου 66 αὐτῆς, ἀπό τῆς ὑπό τῆς Ἑλλάδος καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Σεπτεμβρίου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ
ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΜΑΥΡΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΞΕΝΟΦ. ΖΟΛΩΤΑΣ, ΓΕΩΡΓ. ΡΑΛΛΗΣ, ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ—ΤΟΣΙΤΣΑΣ, ΧΡΙΣΤΟΦ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, ΣΟΛΩΝ ΓΚΙΚΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΤΣΑΤΣΟΣ, ΝΙΚΟΛ. ΛΟΥΡΟΣ, ΙΩΑΝ. ΠΕΣΜΑΤΖΟΓΛΟΥ, ΔΗΜΗΤΡ. ΠΑΠΑΣΠΥΡΟΥ, ΧΑΡΑΛ. ΠΡΩΤΟΠΑΠΠΑΣ, ΑΘΑΝ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΛΑΣΚΑΡΗΣ, ΑΝΔΡ. ΚΟΚΚΕΒΗΣ, ΓΕΩΡΓ.—ΑΛΕΞ. ΜΑΓΚΑΚΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΜΥΛΩΝΑΣ, ΙΩΑΝ. ΜΗΝΑΙΟΣ.

Ἐθεωρήθη καί ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Σεπτεμβρίου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	3.000
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	25
6. » » Παράρτημα	»	15
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	150
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφορωσῶν εἰς προσωρινὰς διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	1.000
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	1.000
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἄνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

ΙΙ Εἰς τὸ Τέταρτον τεῦχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	400

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.

ΧΡ. ΛΑΓΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ